COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 24 au 30 juin 2017

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

Agriculture 1
- FAO : L'agriculture pour appuyer la nutrition

Biodiversité 2
- Des pigeons roses remis en liberté dans la Vallée de Ferney
- Préservation de l'environnement, oiseaux endémiques : Maurice sur la bonne voie

Changement Climatique 3
- Seychelles puts climate change higher on national agenda
- 'Unlock the Sea,' programme to save Seychelles' corals, moves to 2nd phase
- Faire face à des menaces toujours plus grandes : Assises régionales des risques naturels

Coopération 11
- Remous au sein de l'OPR ?
- Entretien d'Emmanuel Macron avec le président de Madagascar, Hery Rajaonarimampianina
- Une quarantaine de rapport voté cette semaine, en commission permanente

Économie Maritime 19
- MASE Programme, a Regional response to maritime insecurity
- Macron-Rajaonarimampianina et sécurité maritime: à quoi s'attendre?

Environnement 24
- Ouverture des assises régionales des risques naturels à La Réunion
- Assises régionales des risques naturels : Tout savoir sur la gestion des catastrophes naturelles
- Risques climatiques : Madagascar 3e pays le plus exposé

Genre 27
- Des femmes initiées à la valorisation des produits recyclés

Ressources Naturelles 28
- Ressources naturelles dans l'Itasy : Signatures de 21 contrats de transfert de gestion lors de la JME

Pays et Régions 29
- Madagascar perce

Tourisme 31
- Madagascar. NTD S.A: Tourisme durable et énergies renouvelables
- Énergie renouvelable: Un outil pour le tourisme

FAO : L'agriculture pour appuyer la nutrition

Redaction Midi Madagasikara 24 juin 2017 0 Comment

Madagascar figure parmi les pays qui souffrent de la malnutrition chronique, sur les Hauts Plateaux ; et de la malnutrition aiguë dans le sud du pays. En effet, malgré la quantité nutritionnelle, un régime équilibré et sain s'avère nécessaire pour lutter contre ces fléaux, selon la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture). Ce régime équilibré requiert pourtant la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité d'aliments diversifiés en quantité et qualité suffisantes tout au long de l'année. *« C'est pourquoi, il est essentiel que l'Agriculture (cultures, élevage, pêche et forêts) puisse répondre à ces besoins de disponibilités d'une large gamme d'aliments »*, a noté cette organisation. Celle-ci d'ajouter que l'accent doit être mit sur une production Agricole adaptée aux contextes locaux (climats, organisations sociales et us, etc.), sur l'amélioration de la productivité sur la base de l'exploitation rationnelle et durable des ressources naturelles disponibles (eau, sols, environnement, etc.), et sur la diversification des productions (jardins potagers, petit élevage, pisciculture, apiculture).

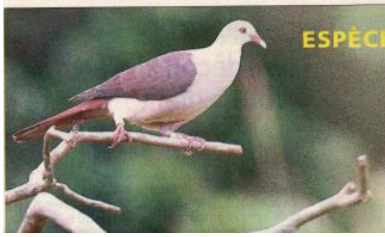
Fortification. Cependant, l'Agriculture à elle seule, ne peut assumer la lourde charge de diminuer le fort taux de malnutrition à Madagascar. Ce problème est tout autant celui du secteur de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de l'industrie, du commerce, de l'environnement, de l'hygiène, de l'eau, de la communication, que de la population et de la protection sociale. En effet, lorsque des aliments diversifiés en qualité et quantité adéquates auront été produites par le secteur Agricole, des renforcements de la qualité nutritionnelle de ces aliments peuvent être réalisés pour en accroître la valeur nutritionnelle. Il s'agit, en effet de la fortification alimentaire, qui vise surtout à répondre au problème de carences en micronutriments essentiels au développement du corps et en assurer les aptitudes à produire pour le développement. À l'issue de la production, il est également possible de procéder à la fortification alimentaire qui consiste à ajouter des vitamines ou éléments minéraux dans des « aliments vecteurs » c'est-à-dire des aliments consommés en grande majorité par la population comme le riz, l'huile, la farine, etc. Pour Madagascar, l'amélioration de la nutrition est devenue une priorité commune multisectorielle, et constitue l'objet du Plan National d'Actions pour la Nutrition.

Recueillis par Antsa R.

Lien : http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2017/06/24/fao-lagriculture-pour-appuyer-la-nutrition/

Biodiversité

La Sentinelle — VOTRE RENDEZ-VOUS ÉCOLOGIQUE



ESPÈCE ENDÉMIQUE | Des Pigeons roses remis en liberté dans la Vallée de Ferney

Ce sont 30 Pigeons roses, qui ont été relâchés dans la Vallée de Ferney jeudi dernier. Avec ce nouveau groupe d'oiseaux, ce sont au total plus de 150 oiseaux, qui pourront nicher dans les arbres de la Vallée de Ferney, dans le cadre d'un programme de conservation et de sensibilisation à la biodiversité de Maurice.

Le projet, mis en place par la Mauritian Wildlife Foundation, est une collaboration du gouvernement de Maurice et du groupe CIEL. Il est aussi en partie financé par le Programme des Nations unies pour le développement (UNDP) et le Vallée de Ferney Trust Fund. L'objectif étant de faire de la vallée un centre où la population pourra être sensibilisée quant à la conservation des espèces et la biodiversité de la faune et la flore.

Mahen Seeruttun, le ministre de l'Agro-industrie, présent à la Vallée de Ferney, soutient que «nos oiseaux endémiques constituent notre richesse naturelle la plus précieuse et, dans l'intérêt de tous, nous devons à tout prix œuvrer ensemble pour leur protection». Avant d'ajouter que «le gouvernement et le ministère ne peuvent agir seuls quant à la protection de notre biodiversité car cette cause concerne chacun de nous. Nous devrions continuer à joindre nos efforts afin d'atteindre les objectifs fixés».

Du côté de la MWF, le directeur de conservation, Vikash Tatayah, s'est dit satisfait que le programme porte ses fruits. «Nous avons encore tant de choses à faire à la Vallée de Ferney en termes de conservation et cela est très excitant et prometteur pour la biodiversité de notre pays», a-t-il affirmé.

Le parc de la Vallée de Ferney couvre une superficie d'environ 200 hectares, dont une grande partie comprend la forêt primaire du pays.

Le Défi PLUS

PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

Oiseaux endémiques : Maurice sur la bonne voie

Ils étaient une dizaine en 1990. Aujourd'hui, la population de Pigeons des mares s'élève à 350 individus. Une trentaine a rejoint, cette semaine, l'habitat naturel de la vallée de Ferney. Une initiative de la Mauritian Wildlife Foundation (MWF) qui fournit un travail de longue haleine pour la préservation des oiseaux endémiques de Maurice.

Pages réalisées par N.M-Mungur – n.mungur@defimedia.info



CRÉDIT PHOTO- Jacques de Spéville

Des Pigeons des mares ont été relâchés dans la vallée de Ferney, jeudi dernier.

Les oiseaux endémiques sont sous étroite surveillance.



Le Cardinal de Maurice (Foudiarubra), la Grosse cateau verte (Psittaculaeques), le Pigeon des mares (Nesoenas mayeri) et la Crécerelle de Maurice (Falco punctatus), sont quatre des oiseaux qui ont échappé de justesse à l'extinction. Ils auraient connu le même sort que le malheureux dodo si de vigoureuses mesures de conservation n'avaient pas été prises par des associations telles que la Mauritian Wildlife Foundation (MWF), militant pour la protection de la faune et de la flore, .

« Nous revenons de loin ! À la fin des années 70, nous avons observé un déclin dans la population des espèces d'oiseaux telles que la Crécerelle de Maurice qui ne comptait que quatre individus à cette époque. Dans les années 90, la population des Pigeons des mares s'élevait à une dizaine et une vingtaine de Grosses cateaux vertes. Aujourd'hui, la MWF a réussi à sauver ces oiseaux et notre responsabilité et de protéger la richesse de notre patrimoine naturel à travers un programme à long terme», explique le Dr Nicolas Zuël, *Fauna Manager* au sein de la Mauritian Wildlife Foundation.

Si le déclin s'explique par la déforestation massive pour faire place aux champs de canne à sucre, ce qui avait entraîné une perte des habitats naturels dans les années 70, la MWF adopte aujourd'hui un programme bien ficelé. Celui-ci consiste à suivre la population des oiseaux endémiques dans leur habitat naturel, à protéger leurs nids et aider à leur reproduction, à les défendre contre les prédateurs et les maladies et à améliorer la qualité de la forêt autour des sites de réintroduction.

Le lâcher de ces oiseaux endémiques dans la vallée de Ferney, sur l'île aux Aigrettes, ou encore dans le Parc National a pour objectif de créer des populations subsidiaires dans ces forêts. Et les chiffres démontrent que le travail entrepris a porté ses fruits. Par exemple, on compte aujourd'hui environ 300 à 350 Pigeons des mares, 700 à 750 Cateaux vertes, 100 à 250 Merles cuisiniers (Coracinatypica), entre 600 à 800 Coqs des bois (Terpsiphonedesolata).

Toutefois, malgré leur remise en liberté, ces espèces doivent être suivies de près.

«Ces oiseaux demandent un monitoring en permanence. Car ils peuvent se retrouver en voie d'extinction en un rien de temps, face aux problèmes tels que les maladies ou aux prédateurs comme les rats, les mangoustes et les singes qui mangent leurs œufs et oisillons. Il y a aussi les catastrophes naturelles. Il reste un gros boulot à faire pour la conscientisation des Mauriciens sur les simples gestes à adopter pour préserver ces espèces », explique le *Fauna Manager*.

Par exemple, il ne faut pas jeter des ordures en forêt car cela encourage la prolifération de rats.

« Il faut aussi faire attention à ne pas importer des oiseaux exotiques qui peuvent transmettre des maladies ou être des compétiteurs pour nos oiseaux endémiques, ce qui les affecterait directement », précise Nicolas Zuël.



Cette crécerelle sera bientôt remise en liberté.

Seychelles puts climate change higher on national agenda

Victoria, Seychelles | June 23, 2017, Friday @ 10:57 in Environment » GENERAL | By: Sharon Ernesta Edited by: Betymie Bonnelame | Views: 1205



The issue of coral bleaching, and sea level rise causing beach erosion comes out as biggest threats to Seychelles (Salifa Magnan, Seychelles News Agency)

Photo license

(Seychelles News Agency) - Seychelles is putting climate change issues higher on the national agenda through strengthened cooperation and increased involvement with all partners in the process, a top official said.

Earlier this year a two-day session was organized for a self-assessment exercise in preparation for the **third national communication** on climate change report and status of the Seychelles' coral reefs, reef resilience and coral reef restoration.

Principal Secretary for Climate Change Wills Agricole said that the self-assessment is "to ensure that concerns related to climate change and threats are included within the documents."

Agricole added that this will "hopefully get the relevant financial support to resolve and mitigate the adverse impacts of climate change being experienced within our immediate environment and threatening the livelihood of the Seychellois."

The self-assessment will generate the information and process required for the preparation of project proposal and will seek to guarantee that consultations are carried out with a wider range of relevant partners and all concerned with climate change.

In the discussions among experts and stakeholders, the issue of coral bleaching, and sea level rise causing beach erosion still comes out as biggest threats to Seychelles.

"We have a cause, we have challenges but it is achievable," Agricole told SNA.



Climate change is already a battle which the Seychelles is already fighting. (Ministry of Environment and Energy) Photo License: CC-BY

Climate change is already a battle which the Seychelles, an archipelago of over 100 coralline and granitic islands in the western Indian Ocean, is already fighting. The island nation's coral reefs were affected by coral bleaching due to the 1998 **El Niño** weather phenomenon, leaving stretches of pristine coast vulnerable to erosion.

As one of the measures taken to seek funding to address this concern, the Seychelles' government launched the debt swap initiative in 2014 to the Paris Club members led by US-based non-governmental organization The Nature Conservancy (TNC). The initiative was finalized in March 2016 and the debt is being paid to the organization set up under a law called **Seychelles Conservation and Climate Adaptation Trust** (SEYCAT).

In the two-day session, the different restorative projects being implemented in Seychelles to help reefs to recover from the effect of the climate-driven mass bleaching event were also discussed.

Agricole said, “The whole topic of reef resilience was also put into focus, we also explored some of the scientific work that has been or is being undertaken to better understand reef ecology in the face of climate change.”

The meeting presented an opportunity for all partners to discuss techniques being used, the challenges that they face and also to share their experiences.

For the rehabilitation of beaches, there are projects being implemented at North East Point and Anse a La Mouche on Mahe, the main island, Anse Severe on La Digue and Amitie on Praslin, the third- and second-most populated islands.

The **third national communication** on climate change report is one that each party to the **United Nations Framework Convention on Climate Change** (UNFCC) prepares periodically in accordance with the guidelines developed and adopted by the conference of the parties. It is expected to be implemented within the next three years.

Link:
http://www.seychellesnewsagency.com/articles/7453/Seychelles+puts+climate+change+higher+on+national+agenda

'Unlock the Sea,' programme to save Seychelles' corals, moves to 2nd phase

Victoria, Seychelles | June 25, 2017, Sunday @ 10:56 in Environment » CONSERVATION | By: Daniel Laurence Edited by: Betymie Bonnelame | Views: 1031



Le Meridien Fisherman's Cove hotel has launched the second phase of its 'Unlock the Sea' programme. (Marine Conservation Society Seychelles)

Photo license

(Seychelles News Agency) - Seychelles' **Le Meridien Fisherman's Cove hotel** has launched the second phase of its '**Unlock the Sea' programme**, which is aimed at restoring the coral reef in the north-western coast of Mahe, the nation's main island.

The general manager of **Le Meridien Fisherman's Cove hotel**, Romain Chanet, told SNA that protecting the corals is a great step to ensure the continuity of Seychelles' marine resources.

"Drawing upon the success of our '**Unlock the Sea' programme**, and seeing the interest and engagement from our guests, we see this as an opportunity for us to play an active role in marine life conservation," said Chanet.

Last year, Le Meridien Fisherman's Cove launched "Unlock the Sea", a unique programme to help the creative and curious-minded traveller experience and explore the island and ignite their inspiration with an incredible underwater encounter.



The level of coral bleaching currently in Seychelles is similar to the bleaching catastrophe which happened in 1998 when up to 97 percent of corals in some areas bleached. (**Marine Conservation Society Seychelles**)
Photo License: CC-BY

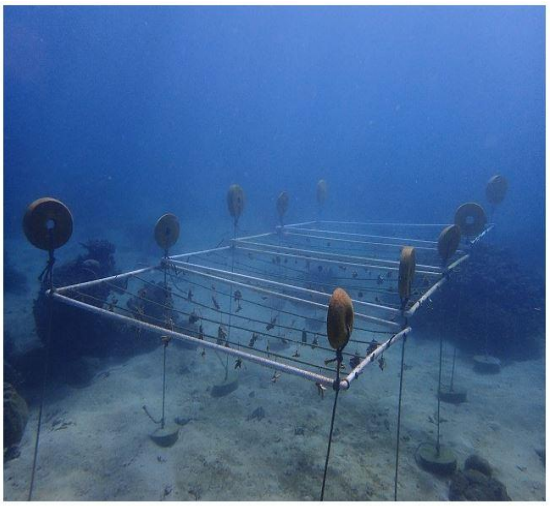
Created in partnership with the **Marine Conservation Society Seychelles** (MCSS), the interactive programme guided by marine experts helps guest discover a treasure trove of marine life around the island through a curated snorkelling experience. Through the programme, guests can also experience an underwater art gallery or send an underwater postcard to friends and family.

Chanet told SNA that: "We believe it is our responsibility to make a valuable difference to the environment in which we operate."

In the restoration process, coral fragments or pieces of coral broken by storms, snorkelers, divers or anchoring boats are used as 'corals of opportunity'. They are carefully collected and nurtured in coral nurseries in its natural population that have been set up exclusively for this purpose.

The level of coral bleaching currently in Seychelles is similar to the bleaching catastrophe which happened in 1998 when up to 97 percent of corals in some areas bleached and caused many reefs around the islands to collapse into rubble.





The interactive programme guided by marine experts helps guest discover a treasure trove of marine life around the Island. (**Marine Conservation Society Seychelles**) Photo License: CC-BY

Nature Seychelles, a not-for-profit organisation, started the country's first scientific coral restoration program seven years ago to reverse the trend. Taking corals that had survived the 1998 bleaching the organisation grew over 45,000 fragments of corals in underwater nurseries and planted a degraded area in the Cousin Island special reserve covering the size of a football field.

The Principal Secretary of Environment, Alain de Comarmond, told SNA the ministry wholly encourages these types of activities by businesses and hotels to preserve the environment.

"As we are vulnerable to the impact of climate change and warmer water, we need the active support of every sector in the society to help in the quest to protect and restore our coral reef."

Bleached coral continues to live, but without its colourful symbiotic algae it loses most of its food source and becomes extremely vulnerable to disease, predators and invasive organisms like seaweed and sponges. If the water temperature remains high, the coral will die.

Seychelles, a group of 115 islands in the western Indian Ocean, is very vulnerable as it is closer to the equator and thus the water is warmer than neighbours Mauritius and Reunion, an overseas French department in the region.

The next phase of the '**Unlock the Sea' programme** is the construction of nurseries outside the corals' natural environment. The process is expected to take between six to 12 months depending upon the size and the species of corals.

Lien:
http://www.seychellesnewsagency.com/articles/7448/%27Unlock+the+Sea%2C%27+programme+to+save+Seychelles%27+corals%2C+moves+to+nd+phase

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Faire face à des menaces toujours plus grandes :
Assises régionales des risques naturels

Témoignages.re / 28 juin 2017

Depuis hier et jusqu'à aujourd'hui se tiennent au campus du Moufia les Assises régionales des risques naturels. Organisées par l'État, l'Université de La Réunion et la Région, ces assises permettent d'échanger des expériences d'adaptation à des risques que le changement climatique ne peut qu'amplifier.



L'an dernier, le passage au large d'une tempête tropicale avait fait d'importants dégâts.

Ouvertes hier et se terminant aujourd'hui, les Assises régionales des risques naturels regroupent des scientifiques, des responsables de service et des décideurs politiques sur un thème qui concerne beaucoup de Réunionnais. Après le mot de bienvenue de Gilles Lajoie de l'Université, Hervé Vanlaer, adjoint au directeur général de la prévention des risques au ministère de la Transition écologique, a rappelé que La Réunion avait une forte croissance démographique, ainsi que des risques spécifiques comme les inondations provoquées par les cyclones, et les effets des éruptions du volcan.

Il a également noté que le travail sur l'élévation du niveau de la mer n'en est qu'à ses débuts. C'est une des conséquences du changement climatique. De nouveaux risques vont apparaître. Il faut anticiper dès maintenant et agir pour avoir un territoire plus résilient aux risques. Il a également mis l'accent sur ce qui a constitué le sujet principal de la matinée, l'implication de la population.

Le cabinet Syntheses a tout d'abord présenté le résultat d'un sondage sur la perception des risques naturels. 90 % des Réunionnais se sentent concernés par un risque :

82 % par un cyclone, 51 % par un séisme, 25 % par le volcan. De fortes disparités régionales existent.

Sur les littoraux Est et Ouest, les risques liés à la houle et aux tsunamis prédominent, tandis que dans les Hauts, les éboulements arrivent en tête.

Le colonel Boucheron du SDIS a évoqué la perception des incendies du Maïdo par la population. Il a souligné une forte prise de conscience, ainsi que le rôle nouveau joué par les réseaux sociaux dans les prises de position de la population.

Ces assises permettent à des représentants d'autres pays de partager leurs expériences.

Colette Servina de la Croix-Rouge des Seychelles a souligné que les principales menaces pour son pays restent les fortes pluies et les tsunamis. La hausse du niveau de la mer n'épargne pas les Seychelles. Cela se voit sur les côtes, a-t-elle dit.

L'aire d'évolution des cyclones se déplace. Ils font peser une menace pour les Seychelles. Alors que l'archipel était touché par la queue de ces phénomènes, les dégâts considérables infligés l'an dernier à l'île Farqhar montrent que la situation a changé.

Joao Machatine, directeur de l'institut de gestion des catastrophes du Mozambique, a décrit un pays très vulnérable à de nombreux risques à cause de sa localisation : cyclones, inondations, sécheresse, séismes, épidémies. Il a posé le problème des constructions précaires, du manque de barrage pour réguler les cours d'eau dans un État où 70 % de la population vit de l'agriculture. Des projections sont déjà avancées pour le réchauffement de la température : jusqu'à +6 degrés en 2090. Il a aussi souligné une augmentation significative du nombre de catastrophes depuis les années 1980.

La dernière partie des exposés a décrit des mesures d'adaptation face aux risques. À Saint-Joseph, le quartier de la Passerelle a vu l'évacuation de 15 familles face à la menace d'un éboulis. Marie France Beaufils, sénatrice-maire de Saint-Pierre des Corps, a montré comment il est possible d'adapter les constructions en zone inondable.

La journée s'est poursuivie par des ateliers thématiques. La restitution aura lieu ce matin, avant une clôture sous forme de mini-conférences ouvertes au grand public. Rendez-vous sur le parvis de l'amphithéâtre bioclimatique.

Lien : http://www.temoignages.re/developpement/changement-climatique/faire-face-a-des-menaces-toujours-plus-grandes,89984

lexpress.mu

Remous au sein de l'OPR ?

Par La Rédaction
28 JUN 2017
14:33
4



Richard Payendee a exprimé son mécontentement sur les réseaux sociaux.

Y a-t-il un conflit au sein de l'Organisation du peuple de Rodrigues (OPR) ? Un des commissaires du gouvernement régional, Richard Payendee, n'est guère satisfait de la façon dont le bureau du chef commissaire a traité certains dossiers. Un cas serait notamment lié à un jeune parent qui est entrepreneur.

Une proche de Richard Payendee a exprimé son mécontentement sur les réseaux sociaux. D'ailleurs, ce commissaire aurait le soutien de quelques-uns de ses collègues, dont une politicienne très influente. Sollicité par l'express, Richard Payendee nie qu'il désapprouve les décisions du bureau du chef commissaire. *«Il n'y a aucun conflit au sein de l'OPR. Il ne faut pas mélanger les choses.»*

Le secrétaire de l'OPR, Buisson Léopold, dément tout conflit au sein de son parti. Concernant les critiques formulées par cette proche du commissaire Richard Payendee sur les réseaux sociaux, il précise que *«c'est peut-être un faux profil»*. N'empêche qu'un journal rodriguais, Kozé Rodriguais, a fait le lien entre le retard du renouvellement du contrat d'un proche conseiller attaché du commissaire Payendee et la situation au sein de l'OPR.

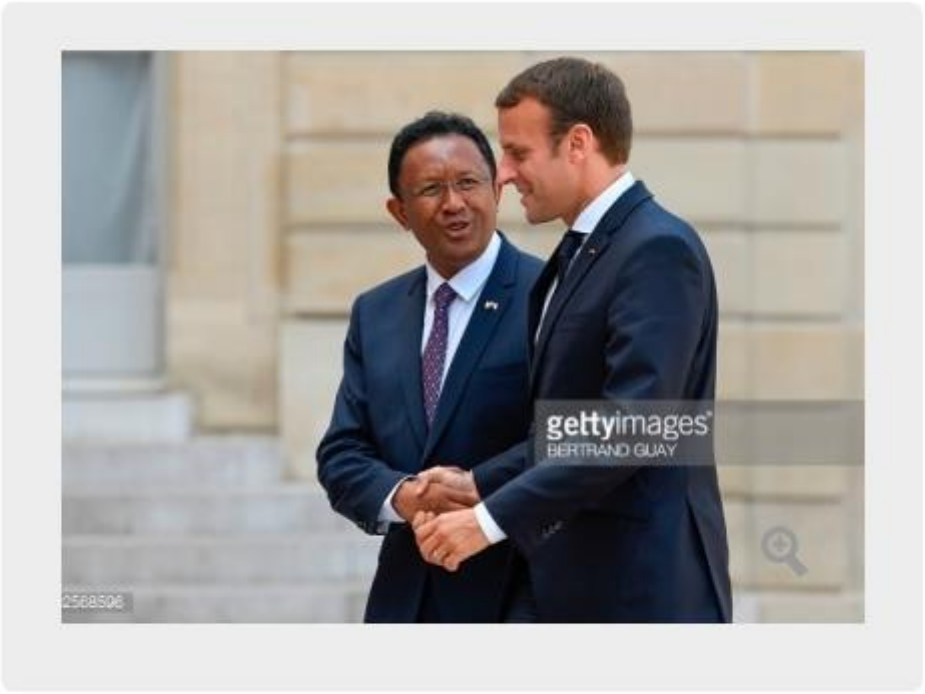
Henri Agathe, expert en développement économique, qui a fait ses preuves au sein de la **Commission de l'océan Indien**, est l'artisan de la fermeture de la pêche à l'ourite. De 2012 à février de cette année, il était attaché au bureau de Serge Clair, avant d'être transféré aux côtés de Richard Payendee, avec lequel il entretient de bonnes relations. Le journal a titré : *«Le Dr Henri Agathe qui ne reçoit pas ses salaires depuis trois mois quitte son poste.»*

Face à *l'express,* Henri Agathe maintient que sa situation n'a rien à voir avec la politique. *«Je suis dans une situation de fin de contrat et j'attends qu'il soit renouvelé.»* Qu'en estil de son salaire impayé ? Le conseiller affirme que c'est sa situation qui veut que ce soit ainsi.

Lien : https://www.lexpress.mu/article/310714/remous-au-sein-lopr

Entretien d'Emmanuel Macron avec le président de Madagascar, Hery Rajaonarimampianina

Communiqués de presse | 29/06/2017



Communiqué de presse de l'Elysée

Le Président de la République s'est entretenu avec le président de Madagascar, Hery Rajaonarimampianina. Les deux présidents se sont engagés à poursuivre et renouveler le partenariat entre les deux pays, autant en appui à la croissance économique de Madagascar, que sur la scène internationale notamment en tant qu'Etats membres de la **Commission de l'Océan Indien** et de la Francophonie, dont Madagascar assure actuellement la présidence.

Ils ont échangé sur les nombreux sujets au cœur des relations bilatérales entre la France et Madagascar.

Le Président de la République a salué le retour de la stabilité politique dans le pays après des années de crise et a souligné l'importance d'un climat politique apaisé, au bénéfice des populations et d'une stabilité durable.

Le Président de la République s'est engagé à poursuivre et renforcer la coopération française, en particulier dans le domaine du climat et des énergies renouvelables. Il a salué le rôle de Madagascar dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Il a encouragé les investissements d'entreprises françaises dans le pays, notamment dans le secteur hydroélectrique.

Le Président de la République a évoqué le rôle important de communauté française à Madagascar, la deuxième d'Afrique, dans la solidité des relations entre les deux pays.

La situation des îles Eparses du canal du Mozambique a été évoquée et le Président de la République et le président de Madagascar sont convenus ensemble de reprendre les travaux à ce sujet.

Lien : http://www.orange.mg/actualite/entretien-demmanuel-macron-avec-president-madagascar-hery-rajaonarimampianina

Une quarantaine de rapports votée cette semaine, en commission permanente

30 juin 2017 0 Commentaire

La Commission Permanente de la Région Réunion s'est réunie ce mardi 27 juin 2017, sous la présidence de Didier ROBERT, à l'Hôtel de Région Pierre Lagourgue. Les conseillers régionaux ont examiné et voté une quarantaine de rapports sur lesquels s'étaient préalablement prononcées les Commissions sectorielles et ont engagé près de 11 M €.

CULTURE ET SPORT
POUR LE SPORT

> Dans le cadre de sa politique d'accompagnement et de soutien du mouvement associatif, le Conseil Régional intervient dans le financement des ligues, des comités et des organismes sportifs. Considérant l'organisation de la manifestation sportive comme un élément déterminant de la politique sportive régional et la pratique sportive comme un atout économique et touristique majeur à La Réunion, une enveloppe globale de 232 800 € a été votée en faveur de 18 associations sportives 5 ligues et comités pour la réalisation de leurs projets sportifs.

POUR LA CULTURE

> L'intervention du Conseil Régional dans le domaine culturel, conformément aux orientations stratégiques, vise à atteindre les objectifs suivants : – promouvoir l'identité et la personnalité des Réunionnais, – favoriser l'émergence de nouvelles formes d'expression, soutenir la création et la diffusion artistique en prenant en compte notre diversité culturelle, – participer à l'éducation artistique des jeunes et encourager la professionnalisation des acteurs culturels. En ce sens, les conseillers régionaux ont voté en faveur du versement de fonds culturels pour un montant de 17 111€ réparti comme suit : – 2 000 € à l'attention du Centre d'Art Contemporain de La Réunion pour la mise en place d'une exposition au Musée de la Cour d'Or de Metz ; – 881 € pour la mise en place d'une exposition de Jean-Marc LACAZE dans le cadre du Festival Rio Loco 2017 ; – 9 730 € à l'Association Cultures Expressions Océan Indien – École de Musique de St André (ACEOI) pour l'achat de matériels de musique ; – 4 500 € à l'Association Klé de Sol Créole pour l'achat de matériels de musique.
> Afin de mieux adapter le régime des aides régionales à l'évolution du secteur artistique et culturel, et d'encourager le dynamisme créatif de ce secteur, un dispositif d'aides aux entreprises culturelles a été mis en place en 2012. Ce dispositif doit permettre d'accompagner

le développement de ces entreprises et de contribuer ainsi à la dynamique de développement économique et de l'emploi de La Réunion.

DE LA RÉGION RÉUNION

Dans ce cadre, la commission permanente a voté favorablement pour le versement de 16 000 € aux entreprises Novo Libris SARL et SARL DBDO pour la publication d'ouvrages et de revues : respectivement « L'Hôtel de la préfecture au cœur de l'Histoire de La Réunion » et « Lundi noir sur l'Île rouge ». > La Prime Régionale à l'Emploi, accordée par la Région Réunion aux Petites et Moyennes Entreprises qui créent un ou plusieurs emplois à La Réunion, est étendue et adaptée aux entreprises culturelles. Cette aide vise à favoriser la création d'emplois et à favoriser le recrutement de personnes en difficulté. Les conseillers régionaux ont approuvé la demande de subvention de 16 656 € de la SARL JEUDI FORMATION pour la création d'un poste d'assistant de gestion au sein de l'entreprise.

> Les membres de la commission permanente ont approuvé l'enveloppe de 92 100 € à destination de 13 associations de théâtre et de danse : – 52 000 € pour les projets d'écriture, de résidence et d'événements ; – 8 600 € pour la diffusion et l'export des projets ; – 14 500 € pour les programmes d'activités annuelles ; – 17 000 € pour l'investissement et l'achat de matériels. > Le soutien financier de la collectivité à hauteur de 37 500 € a été validé par la commission permanente, à l'attention de 13 associations dans le secteur Musique Fonctionnement pour la réalisation événements musicaux.

UN PASSEPORT RÉUSSITE POUR CHAQUE JEUNE RÉUNIONNAIS LA FORMATION

> Les conseillers régionaux ont approuvé la demande de subvention du Syndicat des Professionnels de l'Audiovisuel Réunionnais (SPAR) pour la mise en place d'une formation visant à professionnaliser le secteur. L'enveloppe allouée s'élève à 186 000 € pour un effectif de 18 stagiaires pour l'année scolaire 2017-2018.

> La commission permanente a validé le renouvellement de la convention de partenariat entre la Région Réunion et l'AFMAé (Association pour la Formation aux Métiers de l'Aérien). Cette collaboration permet d'offrir aux jeunes Réunionnais de réelles perspectives dans les métiers de l'aérien, en leur proposant des opportunités supplémentaires pour accéder à des formations en alternance reconnues, inexistantes au niveau local, et ainsi leur permettre de s'insérer professionnellement dans un secteur porteur d'emploi au sein de sociétés ou de groupes d'envergure internationale.

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

> Porté jusqu'à présent par la Faculté de Droit et d'Économie, le concours d'éloquence « La Diagonale des Juristes », est organisé depuis 2016 par les étudiants via l'association du même nom. La demande de subvention à hauteur de 4 000 € pour la réalisation de la manifestation a reçu l'avis favorable de la commission permanente.

LA RESTAURATION

> Les demandes de financement des lycées : Ambroise Vollard, Amiral Pierre Bouvet, Antoine de Saint-Exupéry, Georges Brassens, Pierre Lagourgue, Paul Moreau et Boisjoly Potier au titre

des dotations d'équipements spécifiques en matière de restauration scolaire pour l'exercice 2017, ont été validées par la commission à hauteur de 172 900 €. Pour les équipements des cuisines centrales des lycées Ambroise Vollard et Amiral Pierre Bouvet, desservant également des collégiens, la commission a approuvé l'intention de cofinancement au prorata avec le Conseil Départemental, conformément à la convention cadre de partenariat signée le 02 décembre 2015 sur la restauration scolaire.

> Les conseillers régionaux de la commission ont approuvé le renouvellement du projet « menus 100 % péi » dans les restaurants scolaires des lycées pour l'année scolaire 2017-2018 et ont validé l'enveloppe de 101 852 € qui lui est attribuée.
Pour rappel, cette opération a été menée avec succès en 2016 avec la participation de 11 cuisines de production, entre septembre et décembre. 25 000 demi-pensionnaires ont bénéficié de menus locaux mensuels, soit près de 100 000 repas 100 % péi servis. Elle a, de plus, concouru à une augmentation du taux de produits locaux dans les assiettes des élèves, avec en particulier une augmentation de 10% de fruits et de 8% de légumes locaux, ainsi qu'une augmentation de 22% des produits d'épicerie locaux entre 2015 et 2016 .
MOBILITÉ
> Les conseillers régionaux ont approuvé le dispositif d'accompagnement et suivi des jeunes en mobilité, lycéens et étudiants au titre de l'année scolaire 2017-2018 et ont validé l'engagement d'une enveloppe de 3 722 000,00 €. Ces fonds devraient permettre également le développement du site des étudiants connectés et du projet Erasmus océan Indien.

POUR UNE PLUS GRANDE ÉGALITÉ DES CHANCES
LUTTE CONTRE ILLETTRISME

> Dans le cadre de son intervention en matière de prévention et de lutte contre l'illettrisme, la Collectivité met en œuvre de façon volontariste depuis 2011, des Cases à lire portées par des associations de proximité sur l'ensemble de l'île. Dans cette dynamique, les conseilleurs régionaux ont approuvé la création d'une nouvelle Case à lire sur la commune de Saint-Louis portée par l'association INSERANOO qui propose un projet fondé sur la prévention de l'exclusion pour les publics les plus en difficulté. Une subvention de 24 000 € a été validée par la commission.

> La commission permanente a également validé le réajustement du montant des aides versées aux cases à lire de l'association EMERGENCE-OI, sises à la Ravine Blanche et à la Ravine des Cabris et celle de l'Association Larg pa lo Cor, sise à Jolifond, commune de Saint-Pierre. Compte tenu des critères fixés par la Collectivité, l'association EMERGENCE-OI a bénéficié d'un montant de 27 000 € pour chaque site, soit un total de 54 000 €. L'association LARG PA LO COR a bénéficié quant à elle, d'une subvention de 19 000 €.
> Les membres de la commission permanente ont validé le versement d'une subvention à hauteur de 5 040,66 € à l'Association Collectif Moufia Bois-de-Nèfles en vue de l'édition d'un livre de recettes de cuisine réalisé par la case à lire du Moufia ; ainsi qu'à l'association Compagnie Souffle Terre (Case à lire de l'Étang-Salé) en vue de l'acquisition d'un nouvel équipement informatique.

POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL
TOURISME

> Les conseillers régionaux ont voté en faveur d'une subvention de 292 617,26 € en faveur d'hébergements touristiques des Hauts labellisées Clévacances et Gîtes de France.

OCTROI DE MER

> Compte-tenu des demandes formulées par les entreprises, les propositions d'amélioration des produits éligibles à l'exonération d'octroi de mer ont été validées par les membres de la commission permanente, dans les domaines de l'industrie chimique (la peinture), l'industrie agroalimentaire, l'élevage, la pisciculture. La commission a également approuvé les propositions de modifications du régime de taxation. Sont notamment concernés : les bus, chauffe-eaux et chauffe-bains et les parties de chauffe-eaux et de chauffe-bains non électriques, la viande de cervidés et les produits non identifiés dans la liste de Décision du Conseil de l'Union Européenne.

AUDIOVISUEL

> Les membres de la commission permanente ont validé l'engagement d'une enveloppe de 483 590,22 € en faveur de l'Agence Film Réunion pour la mise en place de son plan d'actions 2017. Le dynamisme du secteur audiovisuel est le fruit du partenariat continu entre le CNC, la DAC-OI et la Collectivité Régionale. Les partenaires se sont appuyés sur l'action de l'Agence Film Réunion, dont la mission est de favoriser la production d'œuvres audiovisuelles, cinématographiques et multimédia à La Réunion et dans l'océan Indien, et d'en faciliter la création, la promotion et la diffusion. En 2017, l'AFR poursuivra ainsi son travail d'accompagnement de la filière locale, d'actions auprès du public scolaire et de mise en valeur du territoire.

LES AIDES EUROPÉENNES : FEDER 2014/2020 POUR LA RÉUNION

Dans le cadre du programme Opérationnel Européen 2014-2020 la Commission Permanente a approuvé les demandes de subvention des entreprises et organismes suivants :
> Les conseillers régionaux ont entériné l'attribution d'une subvention d'un montant maximal de 102 542,82 € (FEDER : 82 034,26 € – RÉGION : 20 508,56 €) en faveur du GIP CYROI au titre de la fiche action 1.14 « Soutien aux pôles d'innovation » du POE FEDER 2014 – 2020, pour le projet « PROGRAMME D'ACTIONS 2017 DE CB-TECH ».
> Les projets de l'Université de La Réunion ont été approuvés par la commission permanente :
– « Vectobiomes : Vecteurs et microbiomes : une association de malfaiteurs qui menace la santé des populations des régions de l'Océan Indien » ; fiche action 2.2 « Soutien aux projets de recherche sur les vulnérabilités des territoires (santé, biotechnologie, gestion des risques, biodiversité) » du programme INTERREG OI 2014-2020. Il est financé à hauteur de 677 835,98 € (Région : 50 837,70 € – FEDER : 576 160,58 €). – « ECOSPIR – Eco-épidémiologie des leptospires endémiques de l'Océan Indien : des bactéries à risques pour les populations humaines » ; fiche action fiche action 1.3 « Soutien aux projets de recherche sur les vulnérabilités des territoires (santé, biotechnologie, gestion des risques et biodiversité) du programme INTERREG OI 2014-2020. Il est financé à hauteur de 650 647,75 € (Région : 48 798,58 € – État : 48 798,58 € – FEDER : 553 050,59 €).

POUR CONSTRUIRE LA RÉUNION DE DEMAIN : VERS UNE RÉDUCTION ÉNERGÉTIQUE

> La demande de subvention pour la réalisation des travaux d'amélioration du confort thermique du bâtiment (protection des baies et des façades), dans le cadre du programme de

réhabilitation du lycée de La Possession, a été validée par les membres de la commission. Le montant total des travaux est estimé à 349 717,20 € TTC.
> Le projet d'amélioration du confort thermique du lycée Jean Hinglo au Port, a également été validé par la commission, à hauteur de 829 493,09 € HT.

AMÉNAGER LA TERRE RÉUNIONNAISE

> Les conseillers régionaux ont approuvé les missions à confier à la SPL Maraïna dans le cadre des études de développement et d'aménagement pour l'année 2017 pour un montant prévisionnel de 576 920,17 € relatives à : – Aménagement du territoire, déclinaison SAR ; – Mise en tourisme et développement des Hauts ; – Transports et déplacements.

INNOVATION

> La commission permanente a voté en faveur du financement des programmes de recherche agronomique du CIRAD bénéficiant du FEADER pour 2017. Le projet total s'élève à 3 777 777 € (Région : 808 444,28 € – État : 135 999,97 € – UE : 2 833 332,75 €).
RISQUE REQUIN > Les conseillers régionaux ont approuvé le financement du programme d'actions 2017 de l'Association Océan Prévention Réunion par l'attribution d'une subvention d'un montant total de 5 900 € pour le développement de ses projets.
BIODIVERSITÉ > Dans le cadre de la 2ème édition du Congrès mondial des baleines à bosse à l'île de La Réunion, la commission permanente a validé l'engagement d'une enveloppe complémentaire de 212 600 € pour l'événement qui se tiendra du 3 au 7 juillet 2017. Pour rappel, ce congrès vise à : – faire progresser les études scientifiques et les efforts de conservation des baleines à bosse dans leur site d'alimentation, leur site de reproduction et de leur migration ; – relancer le projet du tourisme baleinier intitulé « chemin des baleines » porté par les îles vanille ainsi que le dossier relatif à son inscription au Patrimoine mondial de l'UNESCO. Ce sera aussi l'occasion de mettre en avant la charte d'approche des mammifères marins et des tortues, dont la signature se fera le dernier jour du congrès ; – mettre en réseau des acteurs de la biodiversité et valoriser le patrimoine naturel dans les pays de **Commission de l'océan Indien (COI)** ; – obtenir des retombées économiques et touristiques, compte tenu de sa portée internationale ; – créer un lien entre scientifiques locaux, internationaux et ceux des pays de la **COI.**

POUR LA POURSUITE DES GRANDS CHANTIERS
CHANTIERS ROUTIERS

> Dans le cadre de l'aménagement du carrefour entre la RN2 et le chemin du Cap au PR 47+280 situé sur le territoire de la Commune de Saint-Benoît, la commission permanente a approuvé un programme complémentaire de 100 000 € destiné à engager la seconde phase d'études de cette opération.

TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS

> Compte-tenu des congestions routières relevées quotidiennement sur la RN1 entre l'échangeur de l'Eperon et l'échangeur de Saint-Paul Centre, pénalisant fortement les conditions de circulations des transports en commun ; les conseillers égionaux ont approuvé le

projet expérimental d'affectation de la voie lente du Bernica sur la RN1 (voie descendante) aux transports en commun et aux poids lourds.

> Les membres de la commision ont acté la phase 1 de l'étude « Définition d'un modèle économique reunionnais de location de velos en libre-service (V.L.S.) » et ont approuvé le lancement de la phase 2 « Etude de marche et analyse du besoin local » pour laquelle une enveloppe de 35 000 € a été accordée.

> En vue de l'aménagement du futur parking relais du Portail à Saint-Leu (88 places prévues), les membres de la commission ont validé l'aquisition amiable de sept parcelles pour un montant de 566 000 €.

Lien : http://www.freedom.fr/actualites/quarantaine-de-rapports-votee-cette-semaine-commission-permanente/

clicanoo.re

Lien : https://www.clicanoo.re/MaRegionMoi/Politique/Article/2017/06/28/Commission-permanente-11-millions-deuros-dengages_477457

MASE Programme, a Regional response to maritime insecurity

May 5, 2017 | General

Mauritius, 12th April 2017 – "The recent events [with three acts of piracy off the Somali coasts after five years of calm], reminded us that maritime insecurity remains a major challenge in the Western Indian Ocean. That is why we must not slacken our efforts". On the occasion of the opening of the fifth Steering Committee of the Regional Programme for the Promotion of Maritime Security (MASE), on the 6th of April 2017 in Bagatelle (Mauritius), Indian Ocean Commission's (IOC) General-Secretary, Hamada Madi, enjoined the regional organizations and the countries of the Eastern and Southern Africa and the Indian Ocean, as well as the international community to "remain mobilised in our region that is strategic for world trade"

Indeed, "our region is crisscrossed by many maritime highways. For our countries, maritime trade, fisheries and seaside tourism are essential for our economies. The added value of the EU-financed MASE Programme lies in the fact that it is covering all aspects of maritime security and safety", said the IOC General-Secretary. In this respect, he welcomes the operationalization of the Regional Maritime Information Fusion Centre in Madagascar and the Regional Maritime Operational Coordination Centre in Seychelles, two useful tools for securing maritime zones.

"We have a range of myriad issues taking place off the coast of Somalia, that is not only piracy but illegal fishing, arms and human trafficking which continue to challenge the region. I do hope together we shall overcome", declared Ambassador Tewolde Gebremeskel, Director of IGAD Peace and Security Division.

IGAD thus committed to redouble its efforts to working with the East African Community (EAC), the Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA), and the IOC within the MASE Programme in order to achieve practical results in the realm of security and governance in the maritime domain as well as in social and economic domains such as livelihoods for coastal communities that are the causal factor of maritime criminality.

Confirming that the root causes of piracy is at land, the EU Ambassador Marjaana Sall recalled that the European Union was the largest donor in Somalia, with over EUR 1.2 billion spent on development and capacity building. She also underlined EU overall contribution to maritime security in the region, in particular with the MASE Programme.

The fifth Steering Committee made it possible to take stock of the progresses of the MASE Programme activities, as well to start the process regarding the next Programmes on maritime security and safety in ports to be funded by the 11th European Development Fund.

The members of the MASE Programme's Steering Committee noted the IGAD's commitment to engage with the new Somalia Federal Government at the highest level, and its will to continue

engaging with the Federal Maritime Security Coordination Committees and the Regional States, in order to realize optimum Result 1 outcomes.

The Steering Committee also noted with interest the offer by the Republic of Mauritius to host a Center of Excellence for prison staff training. ESA-IO Chiefs of Prisons will visit the Prisons Training School in the course of their 2nd Meeting to be held in Mauritius under the coordination of EAC in late April 2017.

Furthermore, it has been recommended that COMESA and EAC should benefit from the possible synergies in the implementation of their respective activities in the MASE Programme supporting Law Enforcement Agencies, notably the financial regulation institutions and legal and judiciary bodies.

Finally, the members of the Steering Committee support the development of a good collaboration between MASE, through the IOC's Anti-Piracy Unit, and Crimario, the EU-funded Critical Maritime Routes in the Indian Ocean Programme that should continue as part of the operationalization of the Regional Maritime Information Fusion Centre and the Regional Maritime Operational Coordination Centre.

Note to the editors

The MASE Programme aims at promoting maritime security and safety in the Western Indian Ocean. Coordinated by IGAD, it comprises five result areas implemented by ESA-IO regional organizations:

- Result 1 – IGAD: Alternative livelihoods through vocational development initiatives and advocacy against piracy are supported; maritime coordination mechanisms are reinforced in Somalia;

- Result 2 – EAC: National & regional legal, legislative and infrastructural capabilities for arrest, transfer, detention and procesution of pirates are developed and strengthened;

- Result 3 – COMESA: Regional capacity to disrupt the financial networks of pirate leaders and their financier while also addressing the structural vulnerability factors and minimize the economic impact of piracy is strengthened;

- Result 4 – IOC: National and regional capacity for maritime tasks and support functions are enhanced;

- Result 5 – IOC: A regional mechanism for coordination and exchange of information is developed

The regional organizations (IGAD, IOC, EAC and COMESA), implementing this Programme financed by the EU in the amount of 37.5 million EUR for the 2013-2020 period, are closely collaborating with numerous key players for security and development, including EU missions (EUNAVFOR Atalanta and EUCAPNESTOR), UN Agencies (UNODC, FAO), Interpol

Lien: http://africanewswire.za.com/mase-programme-a-regional-response-to-maritime-insecurity/

Macron-Rajaonarimampianina et sécurité maritime: à quoi s'attendre?

Politique | 27/06/2017



La fête de l'Indépendance qui s'est déroulée, hier 26 juin, a été l'occasion pour différents chefs d'Etat de féliciter Madagascar, mais aussi de rappeler les défis primordiaux des relations bilatérales sur lesquels Madagascar coopère avec d'autres pays. Paris et Washington retiennent notamment la problématique de la sécurité maritime dans l'Océan Indien ; au menu de la rencontre entre Emmanuel Macron et Hery Rajaonarimampianina ce mercredi 28 juin à 15h.

"Notre proximité nous permet d'œuvrer au développement des pays de l'océan Indien et de répondre ensemble aux défis régionaux, comme la sécurité maritime."

De quoi s'agit-il ?

Une importante flotte européenne réside dans la corne de l'Afrique, sous le nom de l'European Naval Force Somalia – Operation Atalanta (EU NAVFOR Operation Atalanta). Cette opération combine notamment les opérations anti-piraterie dont l'ouest de l'Océan Indien en est notoire, mais aussi la sécurisation des zones maritimes proches de la corne de l'Afrique. Madagascar perd chaque année 750 millions de dollars dus au pillage des ressources maritimes malgaches.

La France comptabilise 15 vaisseaux militaires dans cette opération, en coopération avec les autres pays de l'Union européenne, dont un navire militaire espagnol a notamment fait escale à Antsiranana en mai dernier, pour une visite technique. D'ailleurs, Antsiranana constitue une destination habituelle pour les forces engagées dans l'Opération Atalanta.

Une coopération franco-malgache plus étroite constituerait ainsi un enjeu de taille pour les deux pays. Il est bien probable que cette opération entre dans le menu des discussions entre Macron

et Rajaonarimampianina. Les liens qui rattachent le président français du continent africain ne sont plus à prouver, comme le démontrent ses visites dans le Nord de l'Afrique, ou ses rencontres avec ses homologues de l'Afrique subsaharienne, dans le continuum de l'idée de Françafrique, surtout au niveau militaire.

Autre point de discussion pourrait être l'immigration. Mayotte est officiellement un département d'outre-mer (DOM) français depuis 2011, et a vu ainsi sa part de population migratoire augmenter spectaculairement. Une grande partie de cette migration est pourtant clandestine, et provient des îles voisines, notamment des Comores, mais aussi de Madagascar. Environ dix mille (10.000) clandestins malagasy ont été rapatriés de Mayotte en 2015.

Parfois, les vedettes chavirent au large des côtes malgaches ou mahoraises, à l'instar de la vedette Kinga qui a transporté des clandestins malgaches au départ de Nosy Be, dont cinq ont trouvé la mort avant l'arrivée à Mayotte.

Les trafics en tout genre (substances illicites, ressources naturelles, et trafics humains) ne sont pas en reste. Les passeurs envoient des centaines d'enfants malgaches à Mayotte, parfois avec le consentement des parents pour la promesse utopique d'une vie meilleure, mais souvent juste kidnappés.

La France a aussi un autre département, à l'Est de Madagascar : La Réunion. La coopération entre La Réunion et Madagascar n'est plus à débattre, mais reste toujours à améliorer. La France a tout intérêt à sécuriser les cargos qui font aller-retour entre la Réunion et Madagascar et qui constituent 13,5 millions d'euros de marchandises par an.

Si La Réunion n'a pas autant de problèmes de pirateries que d'autres régions de l'Océan Indien, ses inquiétudes ne sont pas moindres. Ainsi, le département cherche à « conduire des actions bilatérales et multilatérales en matière de lutte contre la pêche illicite, de sécurité et de sûreté maritime (hors piraterie), ainsi que de protection de l'environnement marin, avec ses partenaires de la zone sud de l'océan Indien. »

Des exercices conjoints sont menés de manière régulière, tel que l'Ivondro 2017 qui s'est déroulé du 24 au 30 mai derniers à Toamasina, et auquel ont participé plus de 900 militaires venant des différents pays de la **Commission de l'Océan Indien**. Cet exercice avait notamment pour but d'entraîner les forces militaires à des opérations conjointes dans le cas notamment de catastrophes naturelles telles que les cyclones qui frappent souvent les pays de l'Océan Indien. À noter que La Réunion a participé aux aides internationales d'urgence après le passage du cyclone Enawo.

Une autre question périlleuse pourrait être celle des Iles éparses de l'Océan Indien dont Madagascar a réclamé la restitution depuis 1972, et qui reste souvent un sujet de discorde dans les relations franco-malgaches. Ces îles avec la possibilité de présence d'hydrocarbures et leur Zone économique exclusive (ZEE) de 640 400km^2 ont déjà été abordées en 2016 devant les Nations-Unies, où le président malgache a notamment affirmé que les négociations entre Antananarivo et Paris étaient en cours.

Il s'agit donc de savoir quelle valse va danser Macron et Rajaonarimampianina, au moins d'ici l'année 2018. La coopération avec la France est primordiale pour Madagascar, car l'Hexagone est non seulement le premier partenaire en matière d'aides étrangères, à travers l'AFD (Agence française de développement), mais aussi au niveau touristique, économique, défense, et même historique et culturel.

Le ton diplomatique entre les deux pays est donc à observer de près. À savoir qu'Emmanuel Macron a reçu plus de 85% des voix des Français de Madagascar et que Rajaonarimampianina a salué « une victoire de la démocratie ».

HHO.

Lien : http://www.orange.mg/actualite/macron-rajaonarimampianina-et-securite-maritime-quoi-sattendre

Ouverture des assises régionales des risques naturels à La Réunion

LINFO.RE – créé le 27.06.2017 à 10h01 – mis à jour le 27.06.2017 à 16h20- La rédaction

La seconde édition des Assises régionales des risques naturels se déroule aujourd'hui et demain à La Réunion. Cet événement est organisé sur le campus universitaire du Moufia à Saint-Denis dans l'amphithéâtre bioclimatique.

Ce mardi 27 juin et mercredi 28 juin se déroule la seconde édition des Assises régionales des risques naturels à La Réunion autour du thème : "Tous acteurs de la gestion des risques !"

Prévenir et réduire les catastrophes

Dans une zone océan Indien où les populations et les activités sont exposées aux risques naturels, chaque territoire se mobilise et apporte ses réponses en fonction des moyens et des connaissances dont il dispose. Ces risques comptent entre autre : les cyclones, les inondations, les submersions marines, les glissements de terrains, les érosions côtières ou encore éruptions volcaniques.

Sous l'impulsion de l'État et du conseil régional de La Réunion ces Assises réunissent toutes les parties prenantes dans la connaissance et la gestion des risques naturels.

On retrouve entre autre les services de l'État, les collectivités territoriales, des experts, des chercheurs ou encore des acteurs économiques. Ces derniers sont là pour débattre et échanger sur les avancées de la prévention et les perspectives de réduction des catastrophes.

"Risques & Vous"

Deux journées sont donc consacrées à ces échanges et permettent aux participants de débattre autour de la culture du risque, des stratégies de gestion de crise et de l'aménagement sous contraintes.

Cependant ce mardi est exclusivement réservé aux personnes munies d'un carton d'invitation ou d'une confirmation d'inscription.

Le grand public est invité le mercredi 28 dès 14 heures au village-exposition "Risques & Vous" sur le parvis de l'amphithéâtre bioclimatique. Il sera possible de rencontrer les acteurs de la gestion des risques naturels et découvrir leurs outils sur des stands pédagogiques, techniques et ludiques.

Le grand public est également invité aux mini-conférences scientifiques et techniques sur le volcan, les cyclones, l'hydrologie, les feux de forêts ou encore la gestion des crises.

Lien: http://www.linfo.re/la-reunion/societe/721276-assises-regionales-des-risques-naturels

*IMAZPRESS
l'image au service de l'info

Assises régionales des risques naturels : Tout savoir sur la gestion des catastrophes naturelles



Organisées par l'Etat et la Région, les premières assises régionales des risques naturels se tiendront ces mardi 27 et mercredi 28 juin 2017, à l'Université de La Réunion. L'objectif, réunir tous les acteurs de la gestion des risques naturels sur les territoires de l'océan Indien, particulièrement exposés aux cyclones, aux inondations ou encore, sur notre île, aux éruptions volcaniques.

Ce mardi, plusieurs tables rondes seront organisées, dont le compte-rendu sera fait ce mercredi. Ce même jour à partir de 14h00, le grand public est invité, sur le parvis de l'amphithéâtre bioclimatique de l'Université de La Réunion pour rencontrer les acteurs de lutte contre les risques naturels, au sein du village "assises" dont la liste des partenaires participants est à retrouver ici, tout comme le programme de ces assises.

Des mini-conférences sur le volcan, les cyclones, ou les feux de forêts, ainsi qu'un "village-exposition Risques et vous" seront à la disposition des usagers, désireux d'en apprendre sur la gestion des risques liés aux catastrophes naturelles.

www.ipreunion.com

Lien: http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2017/06/27/assises-regionales-des-risques-naturels-tout-savoir-sur-la-gestion-des-catastrophes-naturelles,64482.html

Risques climatiques : Madagascar 3e pays le plus exposé

Redaction Midi Madagasikara 28 juin 2017 0 Comment



En limitant la pollution, le recyclage réduit les risques induits par le changement climatique.

Face à ce constat alarmant, les initiatives ne manquent pas au niveau national. Des associations et des organisations se mobilisent, à l'instar de DaGo Green- jeune association sensibilisant sur les risques du changement climatique- qui lancera en septembre le 1er concours inter-établissement sur le recyclage.

Pratiqué sur le long terme et de manière innovante, le recyclage concourt en effet à la protection de l'environnement. Pour avoir plus d'impact, les actions entreprises dans le cadre de la protection de l'environnement devraient concerner tous les citoyens malgaches, notamment les jeunes. C'est dans cette optique que DaGo Green a lancé ce concours destiné aux collégiens et lycéens pour une prise de conscience et d'initiative des jeunes quant aux risques du changement climatique. Intitulé « Les Petites Fines mouches », le concours concernera Antananarivo et ses périphéries. Les inscriptions – totalement gratuites- sont déjà ouvertes via la page facebook « ONG Dago Green », les modalités du concours y sont également disponibles.

Sensibilisation. Les participants seront donc sensibilisés sur l'importance du tri des objets et des déchets et la « re-transformation » des objets pour leur redonner une nouvelle vie, une nouvelle utilité et réduire ainsi, la pollution. Finalement, le recyclage se révèle être une action écologique, à la portée de tous, en plus d'être ludique. Le premier prix sera décerné au projet qui alliera innovation, technicité et design. L'initiation à la protection de l'environnement dès le plus jeune âge ne peut que servir l'intérêt général. Mbolatiana Rakotoarimalala, président

fondateur de Dago Green, le rappelle en disant : «En intégrant les jeunes dans ce projet, nous voulons qu'ils soient des acteurs du changement de comportement. Qu'ils puissent contribuer à préserver notre environnement car ce dernier est un enjeu majeur qui permettrait de sauvegarder nos ressources naturelles. La prospérité de Madagascar pour un développement durable du pays en dépend ».

Luz R.R

Lien : http://www.midi-madagasikara.mg/societe/2017/06/28/risques-climatiques-madagascar-3e-pays-le-plus-expose/

Genre

le mauricien
Ce journal fut dirigé par Raoul Rivet de 1922 à 1957
QUOTIDIEN INDEPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION
version internet

RODRIGUES

Des femmes initiées à la valorisation des produits recyclés

Vingt-cinq Rodriguaises participent actuellement à un stage de formation sur le thème "*Valorisation des produits récupérés pour la confection d'accessoires de mode*". Les travaux se tiennent au Centre régional des femmes de Malabar et sont assurés par Entreprendre au féminin océan Indien (EFOI), Espace Rodrigues et EFOI Comores, sous l'égide du Projet multisectoriel d'assistance technique dans le domaine du genre (PMATG) de la Commission de l'océan Indien (COI), sur financements de la Banque africaine de développement.

Animé par Ibouroi Abdallah Mouhaza, une Comorienne engagée dans l'entrepreneuriat, cet atelier, d'une durée de deux semaines, vise à permettre aux femmes issues de milieux précaires de développer une activité économique innovante contribuant activement à la protection de l'environnement. Les participants ont pu, dans un premier temps, apprendre à identifier les différents types de déchets recyclables et réutilisables (emballages, vieux papiers…), qui pourront servir de matières premières accessibles et gratuites. La deuxième partie de la formation concerne la production de bijoux et autres accessoires à partir de matériaux récupérés, avec également une aide au marketing et à la vente des produits. Enfin, la session se terminera par une évaluation de chaque projet.

Travaillant en petits groupes, et s'inspirant des modèles créés par la formatrice comorienne, les partcipantes peuvent laisser libre cours à leur créativité. Ce faisant, des idées de collaboration au sein des groupes se multiplient. Cet échange de savoir-faire Rodrigues-Comores renforce un partenariat entre des territoires partageant un même combat contre la précarité, favorise une meilleure compréhension mutuelle et consolide les liens d'amitiés et de coopération entre les îles.

L'Express de Madagascar

Madagascar perce

24.06.2017 | 8:29 Opinions, Texto de Ravel 0

Cours de géopolitique, sujet d'examen sur l'intégration régionale et internationale de Madagascar.
Les étudiants ont à répondre à une question centrale : « est-ce que l'insertion de Madagascar dans les institutions et organisations régionales et internationales est facteur de développement ». De l'Organisation des Nations Unies, en passant par les organisations régionales comme la **Commission de l'océan Indien**, nos jeunes universitaires ont été invités à apporter leurs analyses. En résumé, la perception des jeunes sur l'intégration de Madagascar est très mitigée. Notre pays serait la grande perdante. Le rôle de la diplomatie est encore très peu connu chez nous, et les efforts pour la faire connaitre ne sont pas encore tout à fait au point.
En matière de relation internationale, à Madagascar, des choses se font quand même. Certes, les lauriers ne reviennent pas toujours à ceux qui battent vraiment le fer et ceux qui vont au front.
Il y a des jours où il faut dire que des personnes font un bon job. Les offensives diplomatiques auprès des pays partenaires mais aussi auprès des institutions internationales portent petit à petit leurs fruits. Nous avons accueilli deux sommets internationaux, en l'occurrence le 19e rendez-vous des chefs d'État et du gouvernement du Marché Commun de l'Afrique orientale et australe (Comesa) et le sommet de la Francophonie. Les dessous des organisations mis à part, les plaidoyers et lobby permettent de plus en plus à Madagascar de se faire une voix. Union Africaine, Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), Communauté de développement d'Afrique Australe (SADC), Indian Ocean Rim Association (IORA) et la **Commission de l'Océan Indien (COI)** notre pays n'est plus invisible. Espérons qu'après être visible nous puissions faire entendre notre voix, celle du peuple. Les bonnes choses qui se font sans l'intégration du peuple ne peuvent que susciter la totale indifférence.
Le programme économique de Madagascar, présenté auprès du Conseil d'Administration du FMI, a été accepté. Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a accordé à Madagascar un financement de développement de 615 millions d'euros. La Grande île assure, désormais, la présidence du Comesa, elle est vice-présidente élue du sommet des Nations unies qui se tiendra en septembre prochain. La venue de hauts dignitaires comme le Président de la Turquie, le secrétaire d'État du Vatican montre que nous nous positionnons sur le bon chemin sur le plan international.
À l'interne, on ne peut pourtant pas se féliciter autant. La mise en place d'un secrétariat d'État auprès du ministère des Affaires étrangères fait poser plusieurs questions. Si nous avons les moyens financiers pour prendre en charge ce qui s'en découle, pourquoi ne pas affecter plus de moyens au Ministère existant pour plus de performance. On pourrait, par exemple, commencer par nommer les ambassadeurs.

Par Mbolatiana Raveloarimisa

Link: http://www.lexpressmada.com/blog/opinions/madagascar-perce/

Ressources naturelles dans l'Itasy : Signatures de 21 contrats de transfert de gestion lors de la JME

Redaction Midi Madagasikara 29 juin 2017 0 Comment



Les autorités présentes à Arivonimamo, lors de la JME. (Photo Anastase)

La direction régionale de l'environnement, de l'Ecologie et des forêts de l'Itasy en collaboration avec la direction régionale des Ressources Halieutiques et de la Pêche et en partenariat avec le projet « SATA » (Sahan'Andraikitra, Teti-pitondrana, Arohevitra) financé par l'Union Européenne et mis en œuvre par l'Ong Saha, ont tenu à marquer la célébration de la journée mondiale de l'environnement, le 15 juin dernier à Arivonimamo et placée sous le thème *« Réconcilier la population avec la nature »*.

« Dina » régional. Le point fort de cette manifestation a été sans nul doute la signature de 21 contrats de transfert de gestion des ressources naturelles dont des forêts de « tapia » et des lacs ainsi que la remise des lots aux VOI (communautés locales de base) lauréats du concours organisé sur la pratique de bonne gouvernance dans la gestion des ressources naturelles. Autant d'actions à même de refléter bel et bien le thème de cette journée qui est de réconcilier la population avec la nature.

Auparavant, Rakotomalala Christian Léonard, coordonnateur du projet « SATA » qui est un projet de renforcement des organisations de la société civile gestionnaires des forêts de « tapia » et des lacs, de mettre l'accent sur la nécessité et l'urgence de l'homologation du « dina » régional de l'Itasy dans la gestion et la préservation des ressources naturelles, de son utilité, de

son objectif, des étapes du processus accomplies dans son élaboration et le stade d'avancement actuel qui est à son étape ultime, c'est-à-dire au niveau de la préfecture de l'Itasy et du tribunal pour homologation. Toujours, selon Rakotomalala Christian Léonard, le projet Sata a longuement contribué à l'élaboration de ce « dina » régional qui a suivi un long processus partant de la base (fokonolona) et des différentes hiérarchies, depuis 2015 et piloté par la plateforme régionale des « VOI » « Soa Iombonana ».

Frein. Des lourdeurs administratives que les organisations de la société civile ne cessent de dénoncer dans la gestion des affaires de l'État et qui constituent un frein au développement et surtout dans la préservation de nos ressources naturelles constamment menacées. D'autant plus que ce « dina » régional, tout comme les transferts de gestion, sont des outils pertinents pour faciliter la cohésion, la confiance mutuelle, l'interaction et la synergie entre les différents acteurs concernés pour la gestion et la préservation des ressources naturelles. En bref, « réconcilier la population avec la nature ». Certes, concluent ces organisations, nos partenaires sont là, pour aider dans la mise en œuvre du plan national de développement, mais ne peuvent en aucun cas se substituer à l'Etat. A noter également la participation à cette rencontre, des artistes comme, le groupe folklorique « Bakomanga » et le groupe artistique local « Ala Tapia Music » porteurs de messages clés.

CHAN-MOUIE Jean Anastase

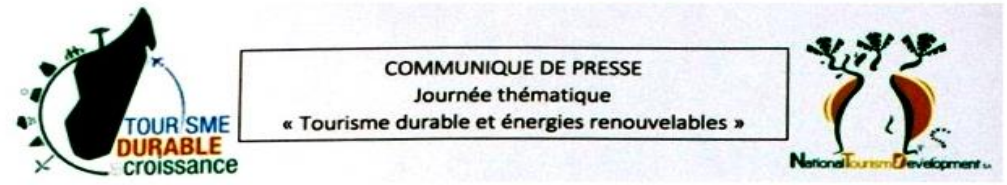
Lien : http://www.midi-madagasikara.mg/societe/2017/06/29/ressources-naturelles-dans-litasy-signatures-de-21-contrats-de-transfert-de-gestion-lors-de-la-jme/

MADAGATE.com

Madagascar. NTD S.A: Tourisme durable et énergies renouvelables

DIMANCHE, 25 JUIN 2017 05:50 |ENVIRONNEMENT





Dans le cadre de sa mission de promotion du tourisme durable à Madagascar, **National Tourism Development S.A** a organisé une journée sur le thème ***« Tourisme durable et énergies renouvelables ».***

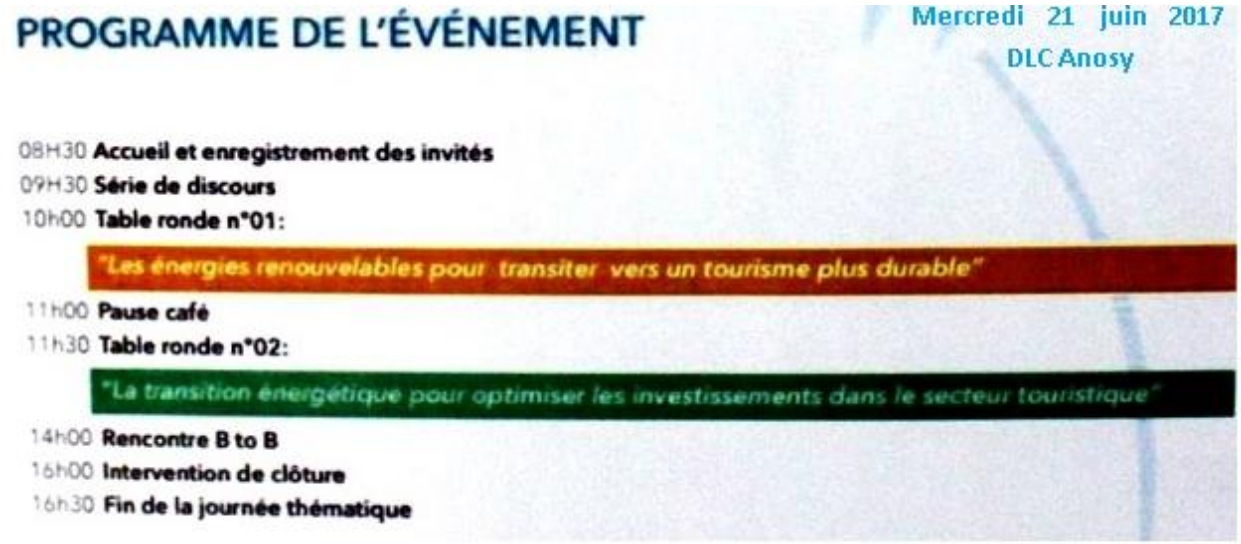
Cet évènement s'est tenu le mercredi 21 juin 2017 au Madagascar Development Learning Center (DLC) à Anosy.



L'objectif principal de cette journée a été de conscientiser les différents acteurs touristiques sur les impacts environnementaux de leurs activités dans le secteur. Pour cela, ils ont été incités à se tourner vers les énergies renouvelables qui, rappelons-le, sont des énergies qui n'entrainent pas l'extinction des ressources naturelles.



Elles représentent l'avenir de tout un secteur qui, conformément à sa mission de préserver l'attractivité touristique, devra alors protéger la biodiversité endémique de Madagascar.



Photos: Haja Randria

Lien: http://www.madagate.org/tourisme-et-voyages/environnement/6365-madagascar-ntd-sa-tourisme-durable-et-energies-renouvelables.html

La Gazette de la Grande Ile

Énergie renouvelable: Un outil pour le tourisme

« Madagascar possède un vaste territoire, mais l'énergie fait défaut », a fait savoir Lova Rakotomalala, Directrice générale de National tourism development SA (NTD). Cette affirmation, les experts internationaux l'ont plusieurs fois confirmée. Comme quoi, les atouts naturels de la Grande Ile en tourisme seraient totalement voilés par le manque de confort, notamment l'absence d'électricité ou d'eau. Les énergies renouvelables s'avèrent alors être un outil dans l'industrie touristique, surtout dans les hôtels et les circuits en brousse. Une table ronde sur le sujet s'est tenue hier à Anosy. Plusieurs produits ont été suggérés par les fournisseurs en énergie renouvelable à Madagascar, qui ne sont encore qu'une quinzaine. Du moins, ceux qui ont répondu à l'appel d'hier. Les opérateurs touristiques hésitent encore malgré tout à se convertir dans ce secteur renouvelable car les coûts de cette reconversion au fonctionnement écologique restent élevés. « Le prix est obligatoirement cher au début, mais c'est un système très économique au long terme, surtout dans le tourisme », explique la DG de la NTD.

Nomena E.

Lien: http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=60040:energie-renouvelable-un-outil-pour-le-tourisme&catid=45&Itemid=110